

Rebelleyon 20170615



À Vaulx-en-Velin, la préfecture propose d'héberger les familles à la rue à condition « qu'elles rentrent dans leur pays »

Publié le 15 juin 2017 | Mise à jour le 16 juin

Depuis des mois, le collectif Jamais Sans Toit de Vaulx-en-Velin se mobilise pour soutenir des familles à la rue, rencontrant au passage les pressions de la mairie, de l'éducation nationale et de la préfecture. Des membres du collectif d'entraide à la rédaction sont allés à leur rencontre.

Jamais sans toit Vaulx-en-Velin, un collectif composés de personnels, d'habitant-e-s du quartier et de parents d'élèves, et de membres de diverses associations locales comme le Secours populaire.



Manifestation pour les familles sans logement à Vaulx-en-Velin jeudi 15 juin

Manifestation à Vaulx-en-Velin pour dénoncer la situation des familles sans logement et poursuite de l'occupation du collège Henri Barbusse et de l'école Grandclément. Départ de la manifestation jeudi 15 juin à 15h45 de l'école Grandclément (...)

16 juin

Magalie et Mélanie, parents d'élèves à l'école Grand Clément, racontent

Cela fait trois mois qu'on est mobilisés au côté de trois familles de l'école, dont les enfants sont scolarisés à la fois à l'école maternelle et à l'école élémentaire Grand Clément. Deux de ces familles sont sans toit depuis début mars, depuis début mai pour la troisième. Nous venons d'apprendre qu'une quatrième famille va se retrouver à la rue le 24 juin.

Nous nous mobilisons pour alerter les autorités compétentes en matière d'hébergement d'urgence. Car, comme on ne cesse de le répéter, selon le code de l'action sociale des familles, qui est un droit inconditionnel, ces personnes devraient être hébergées. Nous avons fait un certain nombre d'actions. On a organisé des goûters et des repas solidaires. On a participé à un rassemblement avec les autres collectifs « Jamais sans toit » devant la préfecture. On est intervenu au début du dernier conseil municipal de Vaulx-en-Velin en mai.

Toutes ces luttes et ces solidarités locales ont permis à ces élèves et leurs familles de trouver un abri chaque soir ; que ce soit chez les personnes habitant le quartier ou bien à l'hôtel quand les finances le permettent et, situation extrême, au gymnase puis finalement à l'école Grand Clément depuis le 2 mai.

Puisque nous nous substituons aux autorités publiques, le collectif a décidé de mettre ces personnes à l'abri dans l'école Grand Clément. Elles dorment la semaine dans l'école et le week-end chez les habitant-es du quartier ou à l'hôtel.

Quelles sont vos relations avec la municipalité depuis que ces familles dorment à l'école Grand Clément ? Comment la municipalité a accueilli cette décision ?

Ils ne sont jamais venus. Ils n'ont jamais répondu à nos appels et ils viennent d'annuler notre rendez-vous avec madame Syr (huitième adjointe déléguée au logement et à l'habitat) parce qu'ils se déclarent incompétents.

Ils disent que c'est la compétence de la préfecture. Alors qu'en fait, en ce qui nous concerne ; on trouve qu'ils ont un devoir et un pouvoir politique, pour faire en sorte que ces élèves scolarisés à Vaux-en-Velin puissent poursuivre leurs scolarités dans des conditions acceptables. Nous considérons que c'est leur devoir de prendre au moins position et nous aider à trouver une solution.

Pendant ce temps là, on n'a pas cessé de rappeler qu'ils avaient le pouvoir de réquisitionner des logements vides.

Il y a plusieurs logements vides dont un grand hôtel en face de l'hôtel de ville et du commissariat, ou l'on souhaite qu'ils puissent loger les familles. Au moins pour l'été parce que les grandes vacances arrivent rapidement. Pour l'instant, les autorités ne proposent aucune solution pour l'été.

Grosso Modo les seules actions qu'ils ont menées c'était pour déstabiliser le collectif en essayant d'intimider ses membres. Et ils ont envoyé la police municipale quand on a mis ces enfants et leurs familles à l'abri dans le gymnase entre les deux écoles. Enfin, ils ont individualisé les codes d'alarmes.

Individualiser les codes d'alarme ?

Pendant la nuit, il y a une alarme qui se met en marche si on ne la désactive pas. Pour permettre à ces enfants et leurs familles de dormir dans l'école, on désactive l'alarme. En individualisant les codes d'alarme, il est possible d'identifier quelles sont les personnes du personnel de l'école qui participent à la mobilisation. L'idée c'est de se servir du résultat de ce flicage pour le donner à la hiérarchie des personnes concernées.

Ils généralisent cette pratique à peu près à toute la ville, pas seulement à Grandclément. Ils sont en train de demander toutes les listes de personnels de l'école pour le généraliser à toutes les écoles dans les prochaines années.

Une fois qu'ils ont les listes, ils peuvent pointer les gens qui se mobilisent ?

Voilà, puis ils peuvent mettre des blâmes ou convoquer ces personnes.

Est-ce qu'il y a beaucoup de parents d'élèves qui se mobilisent ?

Euh.. pas assez.

Joëlle, habitante de Vaux-en-Velin, prend le relais

Je ne suis pas du quartier, mais je suis vaudaise et je me sens concernée par la situation des sans-papiers. Il y a des familles qui se mobilisent beaucoup comme ici : elles amènent des gâteaux, des nems pour vendre devant l'école. Après, sans doute qu'il faudrait un peu plus de monde.

À mon niveau, j'ai amené un gâteau pour récolter des sous, j'ai hébergé une famille un week-end. Des choses se mettent en place... mais c'est sûr qu'on ne va pas tenir l'été comme ça.

Que dit la préfecture ?

Magalie reprend.

On a eu une réponse de la préfecture qui a été sollicitée par l'ensemble des collectifs « Jamais Sans Toit » fin mars. Suite à un rassemblement, le préfet à l'égalité des chances a contacté le collectif de l'école Grand Clément. **On a eu une réunion téléphonique. Il nous a proposé une solution d'hébergement immédiate et digne pour ces familles mais avec une petite condition : qu'elles rentrent chez elles, c'est à dire qu'elles retournent dans leurs pays.** Bien évidemment, c'est un chantage qu'on impose aux familles. C'est une chose qui a déjà été proposé à un certain nombre de familles de plusieurs écoles, notamment à l'école Gilbert Dru. Nous dénonçons cette absence de solution qui bafoue le droit inconditionnel à l'hébergement d'urgence en imposant une condition à cet hébergement.

On vous héberge mais...

...Vous signez comme quoi vous partez un mois après. Et vous abandonnez votre recours au droit d'asile. Parce qu'en réalité ces personnes ne sont pas sans-papiers, elles n'ont aucune situation, elles exercent un recours.

Quelle est la suite de la mobilisation ?

La lutte continue... On organise une manif' jeudi 15, départ de l'école Grand Clément à 15h45, on fera un petit défilé à Vaux-en-Velin en passant par le collège Barbusse où l'école Gargarine au Mas du Taureau nous rejoindra et **on finira à l'hôtel de Ville et devant l'hôtel Kyriad dont on demande la réquisition au moins pour l'été.**

P.-S. Article réalisé dans le cadre du [collectif d'entraide à la rédaction](#).